

Extrait du Europe Solidaire Sans Frontières

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article20916>

# Quelques réflexions sur la montée du FN

- Français - Politique - Stratégie du Phénix - Extrême droite -

Date de mise en ligne : jeudi 31 mars 2011

Date de parution : 30 mars 2011

---

Europe Solidaire Sans Frontières

---

**Les récentes élections cantonales ont été l'occasion d'une forte montée du FN. Vote de désespoir, fait de rejets, de dégoûts, et qui s'explique avant tout par la terrible fermeture de l'horizon politique, où il y a peut-être une alternance, mais certainement pas d'alternative. Cependant, on ne peut rendre compte des points marqués par le FN par cette seule configuration, qui valait avant les cantonales et vaudra sans doute après. Un changement rapide et récent du positionnement politique de cette formation a contribué à ce succès, une évolution sans doute facilitée par les modifications à la tête du parti, mais qui ne s'y réduit pas.**

Le programme raciste et xénophobe du FN est bien connu, qu'il s'agisse de la guerre contre l'immigration et les immigrés, de la dénonciation de « *l'étranger* » ou de la « *préférence nationale* » (à l'emploi, au logement, aux prestations sociales). S'y ajoute une politique familialiste et « *le retour des femmes au foyer* », amplifiée par la demande de Marine Le Pen de « *cesser de rembourser l'avortement* » [1]. Ces tendances lourdes sont toujours présentes (Marine Le Pen demande « un moratoire » sur l'immigration et que les clandestins soient « repoussés » hors des eaux territoriales [2]) et s'il y a bien un glissement récent des énoncés politiques, il a lieu ailleurs. Sous l'égide de Jean-Marie Le Pen, le programme économique du FN était d'inspiration nettement libérale : il fallait « *libérer le travail* », l'Etat était accusé de « *prendre à la gorge* » des entreprises victimes des taxes mais surtout soumises à « *une législation du travail pesante et empêchant toute souplesse* » [3]. Ainsi que le dit Jean-Richard Sulzer, professeur de finance à Dauphine et conseiller économique du Front, « *alors que son père était ultralibéral, par réaction au communisme, Marine Le Pen est dirigiste, dans le sens colbertiste du terme. C'est-à-dire qu'elle n'est pas contre un Etat fort* » [4]. Ainsi, face à la hausse des prix de l'énergie, elle propose une nationalisation des entreprises « stratégiques » de l'énergie et des transports, voire de certaines banques [5].

Rien n'est encore définitivement fixé, l'évolution se fait par à-coups, mais le sens dans lequel elle se fait est clair : l'accent est mis désormais sur l'intervention de l'Etat et sur « le social ». Ainsi, en ce qui concerne les retraites, en-dehors de 40 annuités de cotisation et du développement de régimes de retraite complémentaires par capitalisation, le FN demandait un âge légal de départ à la retraite à 65 ans. Lors du grand conflit sur les retraites, ce passage a mystérieusement (et significativement) disparu du programme en ligne [6]. Ensuite, dans la présentation faite par *Challenge*, bien plus récente, la position du FN est énoncée de la façon suivante : 40 années de cotisation pour tous, mais suppression de tout âge légal de départ [7]. Enfin, lors de sa campagne des cantonales, Marine Le Pen a simplement demandé « *la retraite à 60 ans* » [8], comme les innombrables manifestants l'avaient fait il n'y a pas si longtemps. Du temps de Jean-Marie Le Pen, les 35 heures étaient considérées par le Front comme une source de « *désorganisation des entreprises et d'augmentation injustifiée de la masse salariale* » [9]. Après son enquête auprès du FN, Jérôme Lefilliâtre affirme le 11/03/2011 sur *Challenge.fr* « *le Front national ne touchera pas à la durée légale du travail* » et Jean-Richard Sulzer précise « *Nous ne sommes pas opposés aux 35 heures, sauf accord de branche* » [10]. Du temps de Jean-Marie Le Pen, il s'agissait surtout de dénigrer l'emploi public. L'Etat, disait le programme du FN, avait été « *progressivement paralysé par la masse arthritique des fonctions publiques hypertrophiées, véritables troupes de mamouths* ». Il fallait abolir les « *privilèges* » de la fonction publique, et s'il y avait accord pour maintenir les services publics, c'était ceux, « *stratégiques* », liés à la fonction régaliennne et, prioritairement (bien évidemment) la police. Pour le reste, étaient prévus « *introduction du principe de mobilité* » et « *non remplacement d'une partie des départs en retraite* » [11]. Pour la campagne des cantonales, ce langage a disparu et Marine Le Pen, s'adressant aux fonctionnaires, promet (selon *Le Parisien*) « *la fin des réductions d'effectifs* » ainsi que « *des hausses de salaires* » [12]. D'ailleurs, l'économiste Nicolas Pavillon, qui travaille également au projet du FN, affirme « *nous défendons le retour à l'échelle mobile des salaires* », qui est une vieille revendication syndicale.

Nous sommes face à une véritable transformation du FN, d'ampleur, qui n'est pas d'ordre conjoncturel, ou seulement

liée au changement de direction à la tête de la formation ou encore d'ordre strictement opportuniste, pour « tromper son monde », « faire social ». Il s'agit d'une évolution de fond, par laquelle le FN, loin de prendre ses distances avec l'idéal fasciste, s'en rapproche au contraire et trouve ses véritables bases. N'oublions pas que le parti nazi allemand s'appelait « national-socialiste ». Ramassée en deux mots accolés, nous avons ici l'articulation contradictoire qui forme le fascisme. En effet, le discours fasciste a deux ennemis, et c'est le combat sur ces deux fronts qui en fait l'originalité. D'un côté, l'ennemi c'est le capitaliste, sous la forme du riche, du manipulateur d'argent, du spéculateur ; de l'autre côté, l'ennemi c'est l'autre travailleur, avec qui on est en situation de concurrence directe, pour l'emploi, le salaire, le logement, les allocs, etc. Il est frappant de constater que nous sommes ainsi confrontés aux deux dimensions constitutives du prolétaire : opposé à la bourgeoisie, mais aussi aux autres travailleurs, avec qui il est en situation de concurrence perpétuelle, cette seconde opposition prenant la forme du racisme ou de la xénophobie. Le syndicat ne se fixe-t-il pas comme première mission de constituer un front de classe face au patronat, et, pour cela, de *surmonter* les divisions qui scindent les rangs ouvriers ? Qui dit surmonter ne désigne-t-il pas des divisions qui ne sont pas effacées, mais seulement dépassées, ne désigne-t-il pas cette tendance permanente, créée et encouragée par le système, à se faire la guerre les uns les autres ?

Le public fasciste est celui des « petites gens », qui demandent qu'on les protège, d'un côté des « gros » (et de leurs connivences) et de l'autre, de ceux qui sont encore plus démunis qu'eux et peuvent, de ce fait même, les menacer. N'est-il pas intéressant de relever que c'est sur ces deux dimensions que s'ouvre et se ferme le *Manifeste du parti communiste*, de Marx et d'Engels ? Il débute par la formule bien connue : « *L'histoire de l'humanité jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes* », désignant d'entrée de jeu l'ennemi, c'est-à-dire un système d'exploitation et la classe qui en tire profit. Mais le même *Manifeste* se clôt en nous disant, au contraire, *qui n'est pas l'ennemi*, en lançant l'appel : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

Cela explique pourquoi le vote populaire de rejet de la politique suivie en commun par la droite et la gauche auquel nous assistons est un vote d'extrême droite et non d'extrême gauche. En effet, s'il s'agit d'exprimer une radicalisation, une colère, le refus d'une politique au service des riches, pourquoi voter FN plutôt que révolutionnaire ? C'est que le vote FN vise deux ennemis, alors que le vote révolutionnaire appelle à la solidarité des travailleurs de tous pays. Un tel vote révolutionnaire a surtout un sens quand nous sommes dans une phase montante de la lutte des classes, quand les travailleurs ont l'impression qu'on peut « sortir par le haut », en s'y mettant « tous ensemble ». Il perd de son sens, au contraire, quand nous sommes dans une phase de reflux, même temporaire : le grand mouvement sur les retraites s'est quand même terminé sur un échec et le vote FN est un vote de défaite.

Ceci étant dit, la montée du FN n'est pas seulement due à une conjoncture qui lui est favorable. Le nouveau programme qu'il a mis en avant a aussi joué son rôle. Tel a été plus particulièrement le cas pour un point de ce programme, qui a eu un très grand impact : le protectionnisme. Le FN demande « *l'arrêt du dumping social des pays où la concurrence de la main-d'oeuvre ruine des pans entiers de nos industries* » et « *le rétablissement de nos frontières qui permettrait de réguler ces dumpings sociaux, économiques et environnementaux* », en particulier à l'aide de droits de douane élevés [13]. Voilà un discours qui demeure en porte-à-faux quand, de façon totalement contradictoire, il se combine avec une orientation libérale, comme c'était le cas de l'ancien programme du FN. Mais voilà un discours qui, au contraire, fait mouche (y compris auprès de militants syndicaux) quand, renonçant à la visée libérale, il se combine avec des propositions en apparence « sociales ». Alors que les programmes de gauche se contentent, soit d'entériner la mondialisation libérale (cas du PS), soit de la dénoncer (mais sans guère faire de propositions), le FN, avec ce thème, donne l'impression d'apporter une solution concrète, à portée de main. « Y a qu'à » fermer les frontières, se protéger de l'extérieur. Dès lors, la lutte contre l'immigration, contre « l'étranger » trouvent leur place, n'apparaissant plus que comme des dimensions d'un programme plus vaste : l'ennemi, c'est ce qui vient du dehors, replions-nous, restons entre nous.

Ce discours porte d'autant plus qu'à gauche la question du protectionnisme est pratiquement taboue. Le PS entérine sans discussion le modèle néolibéral actuel ; même la plus grave crise économique depuis celle de 1929 n'a pas suffi à le remettre en cause à ses yeux. A la gauche du PS, la critique du néolibéralisme est radicale, mais la

question du protectionnisme est rarement débattue ouvertement en tant que telle. C'est pourquoi quelques mots sur le sujet peuvent être utiles. N'oublions pas que le mouvement altermondialiste a d'abord été désigné comme antimondialiste, et qu'il a fallu toute une bataille pour que, dans les médias, il prenne son véritable nom. Le FN est contre la mondialisation, nous sommes pour une autre mondialisation. Nous sommes contre une mondialisation gouvernée par des forces de marché, pour une mondialisation maîtrisée par les peuples, par le biais de débats et d'une entente politique.

Pour autant, nous ne sommes pas dupes. Pouvons-nous construire un système social au service des travailleurs avec une économie ouverte à tous les vents ? Pouvons-nous sauver la protection sociale dans le cadre d'une économie dévastée par la concurrence universelle de tous contre tous ? Ce n'est guère envisageable. C'est pourquoi, dans mon dernier ouvrage (*La grande crise du XXI<sup>e</sup> siècle* [14]) j'avais fait la proposition suivante : « Nous devons remettre en cause l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et conserver l'option d'un contrôle des flux de capitaux. La politique actuelle de l'émergence (telle que pratiquée, par exemple, par la Chine) installe la guerre féroce de tous contre tous. Il faudrait faire basculer son centre de gravité du « tiré par les exportations » vers un développement autocentré, qui se tournerait vers les immenses besoins non satisfaits des populations concernées. La traduction de ces principes devrait être, dans les rapports avec les pays en voie de développement, des accords commerciaux bi ou multilatéraux fréquemment révisés, des accords qui soumettraient à contrôle et à encadrement les flux commerciaux dans les deux sens. Le pendant du décrochage de la locomotive exportations serait l'instauration d'une véritable aide publique au développement. Il ne s'agit pas simplement de revenir en arrière, en restaurant les anciens volumes de l'aide : il faut faire bien plus et mieux, en insistant sur les projets locaux et la participation des populations concernées, en contrôlant l'utilisation des fonds, en surveillant l'application (souvent inconsiderée) des techniques des pays développés. Evidemment, le préalable à toutes ces mesures c'est faire face aux besoins les plus urgents, et en particulier, abroger la dette des pays pauvres et mettre en pratique la souveraineté alimentaire » [15].

On le voit : il ne s'agit pas d'une orientation de repli, d'isolement, mais d'un plan d'ensemble, qui concerne les rapports entre grands blocs dans le monde. Il ne s'agit pas d'agressivité et de rapports de force, mais de mettre la politique au poste de commande, il s'agit de négociations qui placeraient au premier plan l'incontournable vie en commun sur le même globe. Il ne s'agit pas de nationalisme, mais de solidarité, conscients que nous sommes de nos responsabilités envers les plus démunis de la planète. L'Europe devrait être le principal protagoniste d'une telle redistribution des cartes, la tâche étant trop lourde à porter pour un seul pays.

Le thème du protectionnisme n'est que l'un de ceux qui ont été propulsés sur le devant de la scène par la récente montée du FN : la sortie de l'euro, également demandée par le Front, en est un autre, qui fait polémique (je renvoie sur ce point aux très bons articles de Catherine Samary et de Pierre Khalfa). Preuve, s'il en était besoin, de l'urgence qu'il y a à alimenter le débat sur le programme et à fournir à la gauche des propositions pour faire barrage à la nouvelle formule du poison FN.

**Isaac Johsua**

Achevé de rédiger le 30/03/2011.

---

---

[1] Nathalie Schuck, Le Parisien, 16/03/2011.

[2] Nathalie Schuck, Le Parisien, 16/03/2011.

[3] « FN, le pire ennemi des salarié-e-s », brochure de VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes), page 14.

[4] Jérôme Lefilliâtre, journaliste à Challenge.fr, 11/03/2011.

[5] Nathalie Schuck, Le Parisien, 16/03/2011.

- [6] « FN, le pire ennemi des salarié-e-s », op. cité, page 7, 24.
- [7] Jérôme Lefilliâtre, journaliste à Challenge.fr, 11/03/2011.
- [8] Nathalie Schuck, Le Parisien, 16/03/2011.
- [9] « FN, le pire ennemi des salarié-e-s », op. cité, page 14.
- [10] « FN, le pire ennemi des salarié-e-s », op. cité, page 14.
- [11] « FN, le pire ennemi des salarié-e-s », op. cité, pages 15, 16.
- [12] Nathalie Schuck, op. cité.
- [13] « FN, le pire ennemi des salarié-e-s », op. cité, pages 11, 13.
- [14] La grande crise du XXIe siècle. Une analyse marxiste, La Découverte, 2009.
- [15] Ibid, pages 128, 129.